



COMMUNIQUE DE PRESSE

Paris, le 13 avril 2026

Groupe de travail rémunération du 13 avril 2026

Les organisations syndicales représentatives de la fonction publique ont claqué la porte.

Face à un ministre de l'Action et des comptes publics, David Amiel qui annonce engager des réflexions pour la carrière et la rémunération des agents publics pour les prochaines années, tout en n'annonçant aucune mesure immédiate pour tenir compte de la situation actuelle, l'ensemble des organisations syndicales a exprimé son mécontentement et a rappelé la nécessité de :

- mesures urgentes et immédiates pour compenser les pertes de pouvoir d'achat liées à l'inflation et à l'explosion des coûts de l'énergie ;
- augmentation de la valeur du point d'indice et son indexation sur l'inflation ;
- ouvrir de véritables négociations sur les carrières et les rémunérations, incluant des négociations salariales permettant des premières avancées dès le PLF 2027.

Elles appellent solennellement le Ministre, à entendre leurs revendications et les attentes des agents publics.